
Adler, Alfred. – *Roi sorcier, mère sorcière. Parenté, sorcellerie et pouvoir en Afrique noire*

Paris, Éditions du Félin, 2006, 247 p.

Jean-Aimé Dibakana Mouanda



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/9522>

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 7 avril 2008

Pagination : 353-356

ISBN : 978-2-7132-2141-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Jean-Aimé Dibakana Mouanda, « Adler, Alfred. – *Roi sorcier, mère sorcière. Parenté, sorcellerie et pouvoir en Afrique noire* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 189-190 | 2008, mis en ligne le 10 avril 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/9522>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

Adler, Alfred. – *Roi sorcier, mère sorcière. Parenté, sorcellerie et pouvoir en Afrique noire*

Paris, Éditions du Félin, 2006, 247 p.

Jean-Aimé Dibakana Mouanda

- 1 Directeur de recherche émérite à l'École pratique des hautes études, Alfred Adler s'emploie depuis plusieurs années à mettre en lumière la nature, la fonction et la gestion du *pouvoir* dans les sociétés traditionnelles d'Afrique noire selon la perspective de l'anthropologie politique et religieuse. Cette dernière livraison, dans laquelle il se propose de démêler les liens combien complexes qu'entretiennent la parenté, la politique et la sorcellerie, s'inscrit donc dans la continuité de ses travaux antérieurs.
- 2 D'entrée de jeu, Alfred Adler souligne les liens étroits entre sorcellerie et rapport de force dans le corps social et soutient que s'il faut porter attention aux représentations qui donnent forme à la sorcellerie, il faut davantage s'intéresser aux positions occupées par les acteurs concernés : Qui en sont les victimes ? Qui en sont les auteurs ? Qui en sont les accusateurs ? etc. Dans la lignée de l'anthropologie sociale britannique, l'auteur considère que la sorcellerie a à voir avec l'organisation sociopolitique, avec la distribution du pouvoir dans les groupes considérés. D'où, pour la saisir, la nécessité de la confronter au système sociopolitique de ces groupes. C'est de cette confrontation que traite ce livre.
- 3 Selon l'auteur, la sorcellerie a deux champs de prédilection : d'abord le champ de la parenté et de l'alliance, ensuite celui de la politique. Toute tentative de compréhension de la place de la sorcellerie dans les institutions et les pratiques politiques exige d'abord de questionner son rapport aux fondations de la vie sociale. Pas étonnant donc que l'ouvrage soit organisé en deux parties. Intitulée « Sorcellerie et ordre social » et composée de quatre chapitres, la première partie permet à l'auteur de traiter du premier champ, c'est-à-dire de situer la place de la sorcellerie dans les relations de parenté et d'alliance : Quelle y est sa nature et sa fonction ? Comment y opère-t-elle ? etc. C'est dans la seconde partie intitulée « Pouvoir royal et sorcellerie » et formée de deux chapitres qu'il est question des

relations qu'entretient la sorcellerie avec la politique, la question centrale ici étant : comment expliquer le double paradoxe que représente le roi sorcier ?

- 4 Très documenté et confrontant une multitude de données issues de sources variées, dans l'ensemble, l'ouvrage nous propose une véritable *anthropologie politique de la sorcellerie en Afrique noire*.
- 5 On y (ré)apprend que la sorcellerie, capacité d'un individu de nuire aux principes vitaux d'un autre provoquant ainsi la maladie, les infortunes ou la mort de ce dernier, dépend largement des visions du monde et de l'être humain, du sens donné aux rapports sociaux et au système de filiation dans le groupe considéré. Elle peut être innée (transmise volontairement par les ascendants ou non) ou s'acquérir par des moyens personnels. On (ré)apprend également que la sorcellerie peut aussi bien opérer dans le sens des hiérarchies établies (celles des générations, des âges, des sexes, des groupes et des rangs) qu'en sens inverse. Et même si, contrairement à ce qui s'est observé ailleurs (Mélanésie, Amazonie, Europe...), en Afrique noire le sorcier est souvent un parent, les pratiques de sorcellerie sont loin d'être identiques d'un groupe à un autre.
- 6 L'auteur ne manque pas de rappeler et de discuter les distinctions nécessaires et « classiques » entre « sorcellerie », « magie » et « religion ». Il montre bien que la dichotomie entre magie et religion est plus complexe que l'opposition entre « l'individuel » et « le collectif », de même la dichotomie entre « magie » et « sorcellerie » n'est pas simplement à réduire à l'opposition entre « social » et « anti-social ». Quant à savoir s'il existe une bonne ou une mauvaise sorcellerie, tout dépend des lieux et des événements. Elle peut être considérée comme positive lorsqu'elle est mise en œuvre pour le bien de la collectivité : c'est le cas chez les Kongo où il existe une « bonne sorcellerie », le *kundu dia kanda* (la sorcellerie du lignage) qui a pour objet de protéger les pairs : c'est l'une des missions de l'oncle sorcier qui a, entre autres, en charge de protéger les neveux des attaques en sorcellerie venant des autres membres (notamment des personnes avec lesquelles son lignage s'est engagé dans des relations d'alliance). La sorcellerie peut également être vécue comme négative lorsqu'elle est mise en œuvre dans des buts personnels et égoïstes. Si l'on peut entendre que *la sorcellerie est intimement liée au mal*, c'est par le fait que, de toute façon, elle est toujours mise en avant soit pour *se protéger contre le mal*, soit pour *faire le mal*, et non pas par le fait qu'elle ne servirait qu'à *faire le mal*. Pourquoi le roi sorcier ? Comment peut-on à la fois incarner l'ordre social et le désordre social, le bonheur et le malheur de ses sujets, sans que ceux-ci n'y voient le moindre inconvénient ?
- 7 Plusieurs sociétés d'Afrique noire connaissent le phénomène des rois sorciers ; et l'un des mérites du livre est d'en rendre compte dans une approche comparatiste. Il en ressort que, partout, le roi sorcier représente une figure doublement paradoxale : en même temps garant de l'ordre et détenteur de la puissance légitime, il est également source de désordre et de malheur pour ses sujets dont il est censé assurer le bonheur et la quiétude. Le roi acquiert cette capacité soit pendant l'initiation liée à son investiture, soit avant, pour accéder au pouvoir. La question est donc de savoir si cette qualité supplémentaire vient compenser la fragilité humaine du roi, pour entretenir chez ses sujets respect et crainte ou alors si ce sont ses sujets qui veulent par là donner à leur roi la toute-puissance et ainsi projeter sur lui leur propre violence. Dans le premier cas, elle serait donc le résultat d'une demande individuelle/égoïste du roi alors que dans le second, elle viendrait d'une volonté collective. L'une des hypothèses n'exclut certainement pas l'autre : pour bien assumer ses fonctions, le roi a besoin d'être lui-même protégé contre

les agressions (y compris sorcières) dirigées contre sa personne d'une part, de même se doit-il d'être suffisamment « fort » pour faire face aux mêmes types d'agressions dirigées contre ses sujets d'autre part. La sorcellerie du roi est incontestablement un outil pour asseoir son pouvoir : puisque par elle, il a la capacité de sanctionner les sujets qui se mettent en travers de sa route ; puisque par elle il a pouvoir de vie et de mort sur chacun.

- 8 La sorcellerie pose donc bien la question du mal et celle du pouvoir. Pourtant, si, comme l'avaient déjà fait d'autres auteurs tels que Mary Douglas, Alfred Adler a raison de se démarquer de certaines approches fonctionnalistes qui ne voient dans la sorcellerie qu'un instrument de l'ordre social, il est difficile de méconnaître ou de reléguer au second plan le fait qu'elle joue aussi ce rôle de régulation sociale. De la même façon, si les efforts de l'auteur sont remarquables pour montrer la diversité des pratiques de sorcellerie, certaines des différences mises en avant nous appellent à la réserve. Dans les sociétés matrilineaires d'Afrique centrale, chez les Kongo (Bakongo) par exemple, le sorcier est généralement l'oncle utérin qui a le pouvoir « légitime » d'ensorceler son neveu. Selon l'auteur, ce fonctionnement est à distinguer de celui des Mesakin (Soudan) à plusieurs titres parmi lesquels, au contraire des Kongo, les Mesakin jugent « légitime » que ce soit le neveu qui accuse son oncle de sorcellerie. Dans les faits, il n'y a aucune différence entre les deux fonctionnements – tout au moins à ce sujet –, et si elles existent, elles ne sont pas là où Alfred Adler les situe. En effet, il n'est nullement répréhensible dans la société kongo que le neveu accuse son oncle utérin de sorcellerie (comme le ferait le neveu mesakin) sous le prétexte que celui-ci aurait la légitimité de l'ensorceler : les cas où cette accusation du neveu se fait entendre ne sont que trop courants. On peut en dire autant à propos du destin individuel rencontré chez les Tallensi ou encore chez les Samo et qui ferait leur *spécificité* par rapport à d'autres peuples. Une fois encore, dans les faits, ces aspects ne leur sont nullement distinctifs. On les retrouve exactement de la même façon dans d'autres groupes (chez les Kongo par exemple).
- 9 Au même titre, ne nous paraît pas convaincant l'argument de Meyer Fortes qu'Alfred Adler reprend à son compte pour expliquer pourquoi deux peuples pourtant voisins n'accorderaient pas la même importance à la sorcellerie : la faible place de la sorcellerie chez les Tallensi, à l'opposé de leurs voisins les Ashanti, viendrait de l'omniprésence chez les premiers des ancêtres défunts qui rempliraient les mêmes fonctions que les sorciers... Or la majorité des sociétés africaines accordent une place considérable aux cultes des ancêtres. Ceux-ci sont même souvent utilisés comme des « facilitateurs » des actes de sorcellerie. Autrement dit : une plus grande place faite aux ancêtres aurait plutôt pour effet de susciter une inflation des actes de sorcellerie et non l'inverse ! Ces aspects dévoilent certainement l'une des failles du comparatisme ethnographique auquel l'auteur fait largement appel : dans la comparaison, est embusqué forcément le besoin de découvrir des différences/spécificités. Or en matière de pratiques culturelles, notre conviction est que les différences entre les peuples ne se situent souvent pas là où les chercheurs (et les peuples eux-mêmes) pensent les trouver.
- 10 Par ailleurs, on peut regretter l'absence d'une mise en perspective des données souvent datées mises en avant tout au long du livre – et sur lesquelles s'appuie l'argumentation – avec celles plus contemporaines, pourtant disponibles. Alors *quid* de la sorcellerie dans l'Afrique d'aujourd'hui ? D'ailleurs il est difficile de lire ce livre sans penser à deux réalités, si proches des phénomènes étudiés qu'on est étonné que l'auteur n'en fasse pas le rapprochement.

- 11 D'abord les frappantes ressemblances des rois sorciers aux chefs d'État contemporains : quel chef d'État africain est exempté de soupçons (ou d'accusations) d'actes de sorcellerie – dont il se serait servi pour accéder au pouvoir ou pour s'y maintenir ? Aucun. Les descriptions faites des rois sorciers sont étrangement proches de celles qu'on pourrait faire des chefs d'État de l'Afrique d'aujourd'hui. Pour ne prendre qu'un exemple : le président Mobutu de l'ex-Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo) et le roi kuba décrit dans le livre n'ont-ils rien en commun ? Les deux n'étaient-ils pas associés au léopard (on se rappellera qu'au quotidien, Mobutu ne cachait pas que le léopard était son « animal totem », et qu'il se faisait appeler « le Grand Léopard ») ?
- 12 Autres similitudes passées sous silence : celles entre les pouvoirs du *roi sorcier* et les pouvoirs de l'*oncle sorcier*. En effet, ce qui est dit des rois sorciers au niveau plus large des chefferies ou des royaumes peut être dit de façon presque identique de l'oncle sorcier : ne sont-ils pas, l'un comme l'autre, les garants de l'ordre social (au niveau du lignage pour l'oncle, au niveau du royaume pour le roi) ? Ne sont-ils pas, l'un comme l'autre, par leur détention des pouvoirs sorciers, susceptibles de causer le désordre ? Ne jouissent-ils pas tous deux de la légitimité de la violence et de la mort sur leurs subordonnés ? etc.
- 13 On peut également regretter que l'auteur ne fasse pas allusion à l'impact des religions (aussi bien africaines qu'« importées ») sur la sorcellerie, notamment les prophétismes et les mouvements anti-sorciers qui, justement, avaient pour objectif de modifier les rapports de pouvoirs basés sur la sorcellerie. Aujourd'hui, avec les campagnes anti-sorcières des « nouvelles Églises » dites « de réveil », la situation s'est encore complexifiée, donnant naissance à des nouvelles figures, celles des « enfants-sorciers » par exemple.
- 14 Le livre montre bien que dans ce qui constitue le corps politique de la plupart des sociétés africaines, ce sont les groupes fondés sur la parenté qui l'emportent sur tout autre rapport du corps social. N'est-ce pas ce fonctionnement qui s'est « glissé » dans la gestion du pouvoir politique, non seulement au niveau des sociétés traditionnelles, mais aussi des États modernes ? Ce qui expliquerait les ressemblances entre *roi*, *oncle* et *chef d'État sorciers*.
- 15 Dans tous les cas, ce livre est une contribution majeure non seulement à la connaissance de la sorcellerie en Afrique, mais aussi à son implication dans la gestion du pouvoir. Par ailleurs, au-delà du contexte africain, il pose la question du *Mal* et du *pouvoir*.